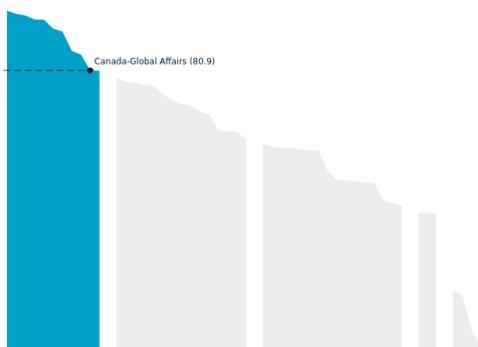


Canada – Affaires mondiales Canada



NOTATION:
80.9

POSITION:
10/47

2020
TRÈS BIEN

VUE D'ENSEMBLE

Après avoir changé de nom en 2015, Affaires mondiales Canada est désormais devenu le plus important donateur d'aide publique au développement du Canada et dirige l'aide bilatérale au développement du Canada. Affaires mondiales Canada est devenu membre de l'IITA en novembre 2011 et a publié ses premiers ensembles de données trimestrielles en octobre 2012. Affaires mondiales Canada a présidé le conseil d'administration et l'assemblée des membres de l'IITA jusqu'en avril 2018.

2018
BIEN

2016
BIEN

2014
BIEN

2013
BIEN

Planification et engagement organisationnels
14.9 / 15

Finances et budget
19 / 25

Attributs du projet
16.2 / 20

Mise en commun des données en matière de développement
19.6 / 20

Performance
11.3 / 20

ANALYSE

Affaires mondiales Canada est passé dans la catégorie « très bien », alors qu'elle se classait dans la catégorie « bien » en 2018. Elle publie des données sur le registre de l'IITA chaque mois.

Affaires mondiales Canada est le troisième donateur bilatéral le plus important. Elle a publié 88 % des données que nous avons évaluées sur le registre de l'IITA. Elle n'a toutefois pas divulgué les données de l'IITA pour quelques indicateurs, notamment les appels d'offres, les études d'impact préalables aux projets et les documents relatifs aux budgets des projets. Affaires mondiales Canada n'a publié qu'une partie des examens et évaluations au registre de l'IITA et moins de 1 % des activités comportait un document d'évaluation. Elle a lancé des appels d'offres sur un site de passation de marchés public.

Affaires mondiales Canada s'est classé troisième pour la qualité des données inscrites au registre de l'IITA en ce qui concerne la **planification organisationnelle et les engagements** et a obtenu une note proche de la note maximale pour cette composante. Nous lui adressons nos félicitations. Elle a également obtenu un résultat élevé pour les indicateurs concernant le **regroupement des données de développement**. Cependant, en ce qui concerne la composante **attributs du projet**, notre échantillonnage de l'IITA pour l'indicateur du lieu d'implantation infranational a échoué parce qu'il ne fournissait principalement que des lieux d'implantation au niveau national. En outre, nous n'avons pas trouvé les dates prévues pour le début de ses activités. Concernant la composante **finances et budgets**, Affaires mondiales Canada ne ventilait pas les budgets des projets sur une base trimestrielle, les dépenses d'investissement n'étaient pas présentes pour l'alignement du budget, et les budgets ventilés ne prévoyaient qu'une période de deux ans. Pour l'indicateur de résultats en ce qui concerne la **performance**, les échantillons de documents de résultats n'ont pas été concluants puisque Affaires mondiales Canada n'a pas publié de résultats réels pour des projets en cours depuis plusieurs années. Nous n'avons pas pu recueillir les études d'impact préalables aux projets ou les documents budgétaires relatifs aux projets dans les données d'Affaires mondiales Canada publiées au registre de l'IITA ou publiées dans d'autres formats.

RECOMMANDATIONS

- Affaires mondiales Canada devrait s'efforcer d'améliorer ses publications en fournissant des études d'impact préalables aux projets et des documents relatifs aux budgets de ses projets.
- Elle doit également s'efforcer de publier des documents ou des données sur les résultats réels de projets en cours depuis plusieurs années.
- Affaires mondiales Canada devrait choisir de publier toutes ses données au registre de l'IITA, mais également commencer à lancer des appels d'offres et à publier les examens et évaluations de toutes les activités.
- Nous lui recommandons de fournir des informations spécifiques à propos de son lieu d'implantation au niveau infranational.
- Affaires mondiales Canada peut améliorer ses résultats en matière de finances et de budgets en fournissant pour ses projets des ventilations prospectives trimestrielles plutôt qu'annuelles et en publiant des budgets prospectifs ventilés sur trois ans.